

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 14/005/2011 (Public)

AILRC-FR

18 février 2011

Appel à la retenue au Kurdistan irakien après la mort de manifestants

Amnesty International appelle le gouvernement régional du Kurdistan à reprendre en main les milices armées de partis politiques qui ont tué deux manifestants jeudi 17 février. Les manifestations antigouvernementales se poursuivent dans le nord de l'Irak.

Des centaines de militants du parti Goran encerclaient vendredi 18 février le siège du parti de l'opposition dans la ville de Sulaymaniyah pour le protéger des forces de sécurité gouvernementales et de la milice armée du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Jeudi 17 février, des membres de la milice armée du PDK ont tué deux personnes, dont un garçon de 15 ans qui manifestaient à Sulaymaniyah devant le siège du PDK, réclamant la fin de la corruption. Le PDK forme avec un autre parti kurde le gouvernement de la région semi-autonome du Kurdistan irakien.

Les morts du 17 février ont encore aggravé la situation déjà instable à Sulaymaniyah ; elles reflètent une évolution très inquiétante, en même temps que tragique, des événements. Il est impératif que les autorités interviennent pour empêcher de nouvelles violences et de nouveaux morts, qu'elles reprennent le contrôle de la milice du PDK et l'obligent à rendre compte de ses actes devant la justice.

Les autorités kurdes doivent dans l'immédiat ordonner l'ouverture d'une enquête indépendante sur les homicides perpétrés le 17 février et traduire leurs auteurs en justice s'il s'avère, comme cela semble manifeste, qu'il s'agit d'homicides illégaux.

Les violences ont éclaté à Sulaymaniyah le 17 février lorsque 400 personnes environ, qui avaient pris part un peu plus tôt à une grande manifestation dans le centre de la ville, ont commencé à jeter des pierres sur le bâtiment abritant les bureaux du PDK au pouvoir.

La milice du PDK a riposté en faisant feu sur les manifestants, tuant une personne et en blessant environ 56, beaucoup d'entre elles grièvement.

Plus tard dans la soirée, des bureaux appartenant au mouvement d'opposition Goran ont été incendiés.

Depuis, la milice armée du PDK auraient fait appel à des renforts qui seraient postés juste à l'extérieur de Sulaymaniyah.

Les deux partis politiques qui gouvernent conjointement les trois provinces kurdes d'Irak continuent d'entretenir des milices privées qui dictent leur loi et commettent des atteintes aux droits humains en toute impunité. Il est grand temps que leurs membres soient amenés à répondre de leurs actes devant la justice.